

L'ajournement

comités: le Comité ministériel, présidé par le ministre de l'Expansion industrielle régionale, le Comité Picard pour la région de Montréal et le Comité de relance de l'économie de l'est de Montréal, présidé par M. Pichette.

Durant ce temps-là, le gouvernement conservateur n'a rien fait pour aider l'économie de l'est de Montréal et empêcher de perdre des milliers d'emplois. Dieu merci, le gouvernement provincial de M. Bourassa a réussi à sauver les trois quarts de la raffinerie Gulf et les trois quarts des employés qui étaient installés à cette raffinerie! La compagnie Bombardier a réussi à aller chercher des contrats avec l'aide du gouvernement provincial pour empêcher la fermeture immédiate de la Bombardier. Mais je vais vous dire que depuis six mois le Comité Picard a rendu publiques ses 86 recommandations qui sont pour le développement de la grande région de Montréal, y inclus le développement du Port de Montréal, de l'Agence spatiale et ainsi de suite, le Centre international bancaire, et depuis six mois le ministre de l'Expansion industrielle régionale répond toujours: «Oui, je vais annoncer des réponses, je vais donner des résultats.» Mais rien ne vient, le gouvernement se traîne les pieds.

Il y a deux mois le Comité de développement de l'est de Montréal, présidé par M. Pichette et dont tous les intervenants de l'est autant ceux de l'entreprise, du côté syndical et du côté socio-économique, des représentants de la ville de Montréal, des niveaux fédéral et provincial, tout le monde était unanime et reconnaissait que dans l'étude que j'ai devant moi, malgré une reprise économique au Québec, au Canada, dans la grande région de Montréal, dans l'est de Montréal la reprise économique n'avait pas eu lieu. C'était plutôt des fermetures d'entreprises et au moment où l'affaire a été publiée, au début de septembre, il y avait 22 000 chômeurs dans l'est de Montréal, 9 400 bénéficiaires de l'aide sociale, et si rien n'était fait, il y aurait la perte de 3 000 emplois dans l'industrie des chantiers maritimes ou du transport ferroviaire et dans les entreprises Angus.

A l'intérieur de ces recommandations certaines s'adressaient aux autorités de la ville de Montréal et je dois vous dire que deux semaines après, les autorités de la ville ont réagi rapidement puisqu'elles faisaient partie du dossier de la consultation avec M. Pichette et elles ont annoncé des mesures concrètes pour revitaliser l'est de Montréal et s'assurer qu'il y ait un plan de développement relativement à l'implantation de nouvelles industries et à l'implantation d'infrastructures pour amener de nouvelles industries dans l'est de Montréal. Mais, malheureusement, le gouvernement fédéral encore dans ce dossier-là se traîne les pieds. Principalement, il y avait cinq recommandations qui étaient importantes pour le développement de l'est de Montréal et appuyées par les syndicats, comme pour les métaux, la question de l'instauration d'une politique nationale d'achat dans le domaine du transport ferroviaire. On sait que les usines Bombardier, les usines Angus, la Canadian Steel Wheel et Laforge dépendent énormément du transport ferroviaire et il y a aussi en ce qui concerne la Vickers, les chantiers maritimes... eux aussi préconisaient une proposition en matière d'achat préférentiel au Canada dans le domaine du transport maritime, et les conséquences n'auraient pas été seulement efficaces pour le dossier de la Vickers dans l'est de

Montréal mais elles l'auraient été autant pour les chantiers maritimes de Sorel et de Lauzon à Québec.

Madame la Présidente, il y avait aussi une chose qui était importante: c'est que tout le monde était unanime pour demander tout d'abord qu'il y ait des contrats de réparation de traversiers, de bateaux qui soient donnés aux chantiers maritimes de la Vickers, mais aussi que l'est de Montréal soit désigné au niveau du Programme d'adaptation des travailleurs âgés pour permettre à ces gens-là qui ont perdu leur emploi, qui sont rendus à 55, 57 ans, qui ont travaillé 25 ou 27 ans dans ce genre d'entreprises... et malheureusement le gouvernement conservateur, le ministre du Travail (M. Cadieux), a aboli le programme qui existait déjà, le programme d'adaptation des travailleurs relié à l'assurance-chômage, sans que le nouveau programme soit mis en place.

Alors, les gens veulent que l'est de Montréal soit désigné pour que tous les travailleurs de l'Est soient admissibles à ce domaine-là.

Aussi on invitait le gouvernement fédéral à injecter 25 millions de dollars avec le gouvernement du Québec, 25 millions de dollars pour créer un bureau d'aide à la restructuration et à la modernisation des entreprises et aussi à constituer un fonds spécial pour la formation de la main-d'oeuvre dans l'est de Montréal pour permettre de recycler les gens qui devront changer de vocation. Il est certain que le fait de travailler dans des chantiers maritimes où on fait de la soudure dans des énormes bateaux, des choses comme cela, le travail de technologie demande une certaine formation de la main-d'oeuvre et c'est pour cela qu'un programme de recyclage et de formation de la main-d'oeuvre ajouté à un programme d'adaptation au niveau des travailleurs âgés et aussi un fonds de développement pour amener des industries dans l'est de Montréal, permettrait de solutionner le problème à court terme et, après cela, l'est de Montréal pourrait continuer à voguer comme auparavant, à savoir de la même façon que la grande région de Montréal.

Madame la Présidente, il y a deux semaines c'étaient les ouvriers des chantiers maritimes qui ont été obligés de venir manifester ici—des gens qui vivent de l'assurance-chômage—pour demander tout simplement de travailler, pour demander que le gouvernement fédéral leur donne des bateaux à réparer pour travailler. Ce n'est ni le gouvernement provincial ni le gouvernement municipal qui font des bateaux, qui voient à la réparation des bateaux et cela serait important pour le gouvernement fédéral...

Je pense qu'il serait important—et j'ose espérer que le secrétaire parlementaire qui devra répondre à ces questions répondra aux questions qui sont posées par les citoyens et les citoyennes de l'est de Montréal, car il faut penser que l'est de Montréal est représenté non seulement par des députés libéraux mais aussi par trois ou quatre députés conservateurs. Et les industries les plus en difficulté sont toutes dans des circonscriptions de députés conservateurs. Il serait vraiment avantageux pour le bien-être de ces gens-là qu'une réponse positive soit donnée.

• (1825)

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures): Madame la Présidente, je voudrais tout d'abord rectifier un fait qui a été apporté par mon